



Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes; Document de référence 2021–2024: adoption

Considérations du Secrétariat général

- 1 La loi fédérale sur la formation continue (LFCo) ainsi que l'ordonnance sur la formation continue sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2017. Conformément à l'ordonnance sur la formation continue (art. 8 OFCo), le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) ont convenu, dans le document de référence qui couvrait la période 2017–2020, des objectifs stratégiques à développer en matière d'acquisition et de maintien des compétences de base chez les adultes ainsi que des principes régissant la distribution des subventions fédérales sur la base de conventions de prestations par souci d'efficacité, en lieu et place des conventions de programmes qui régissent habituellement les aides financières apportées par la Confédération. Vingt cantons ont signé individuellement une convention de prestations avec le SEFRI pour la période concernée et démontré ainsi leur engagement dans ce domaine.
- 2 Le Document de référence a été adapté en vue de la prochaine période 2021–2024, dans le cadre du message FRI. S'appuyant sur l'expérience acquise et les développements conduits par les cantons dans la mise en place de structures ad hoc, le Document de référence propose dorénavant un mode de financement basé sur des conventions de programmes dont les objectifs, les financements et les indicateurs de réalisation sont définis, à l'instar des pratiques en vigueur pour les programmes cantonaux d'intégration. Le Document de référence fixe les règles de répartition de la contribution fédérale: d'une part, afin de garantir une offre de base indépendante de la taille du canton concerné, la Confédération verse une contribution de base, équivalente à 5 % de la contribution fédérale annuelle aux cantons, répartie à parts égales entre tous les cantons signataires d'une convention de programme; d'autre part les 95 % restant de la contribution fédérale sont répartis entre les cantons porteurs d'un programme en fonction de la population résidente cantonale de 25 ans et plus et équivalent au maximum aux dépenses du canton pour un programme (50 % / 50 %). Par ailleurs, dans le cadre des programmes cantonaux il peut être prévu des financements pour des mesures intercantionales qui seront coordonnées par la Conférence intercantonale de la formation continue (CIFC).
- 3 L'adaptation du Document de référence est le résultat d'un travail conduit par le SEFRI auquel les cantons ont participé, notamment par le biais du comité de la CIFC ainsi que, dans le cadre du groupe de travail ad hoc, par cinq représentants de la CIFC et de la Conférence suisse des offices de la formation professionnelle (CSFP). Le comité de la CSFP a validé le document de référence 2021–2024 en date du 14 novembre 2019.
- 4 Dans sa séance du 30 janvier 2020, le Comité a décidé de modifier les chiffres 7 et 8 du document de référence dans le but d'alléger la charge administrative des cantons et d'augmenter l'efficacité des procédures. Les modifications apportées au chiffre 7 assurent maintenant la flexibilité nécessaire aux cantons dans le cadre des programmes qu'ils mettront en place. Selon le SEFRI, le chiffre 8 ne peut plus être modifié pour cette période, car le soutien de la Confédération aux entreprises est garanti

dans le cadre du message FRI. Le Secrétariat général propose de reprendre cette question dans le cadre de la collaboration avec le SEFRI pour le programme de la prochaine période.

- 5 La signature du Document de référence 2021–2024 *Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes* relève de la compétence de la CDIP et du SEFRI.

Décision de l'Assemblée de la CDIP

Le Document de référence 2021–2024 est adopté.

Berne, le 28 avril 2020

Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

Au nom de l'Assemblée plénière:

sig.

Susanne Hardmeier
Secrétaire générale

Annexe :

- Document de référence 2021–2024

Notification :

- Membres de la Conférence
- SEFRI

La présente décision sera publiée sur le site web de la CDIP.

261.1-1.4 / CA / pu



Document de référence 2021-2024

Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes (art. 16 LFCo)

1	Contexte	2
2	Objectifs nationaux pour la période 2021-2024	2
3	Rôles	3
3.1	Rôle du SEFRI	3
3.2	Rôle des cantons	3
4	Définition et délimitation de la notion de compétences de base	4
4.1	Délimitation du domaine des compétences de base	4
4.2	Coordination des mesures cantonales de promotion des compétences de base	4
5	Collaboration interinstitutionnelle	6
6	Financement	7
6.1	Répartition de la contribution fédérale	7
6.2	Règle des 50% - 50%	7
6.3	Promotion des participants	8
6.4	Transfert de fonds à la période suivante	8
7	Programmes cantonaux	8
7.1	Contenu des programmes cantonaux	8
7.2	Calendrier de dépôt des programmes cantonaux et nouveaux cantons	9
8	Promotion des compétences de base au travail	9
9	Rapport annuel	10
10	Durée de validité	11
11	Signatures	11
12	Annexe 1 : Requête de conclusion d'une convention-programme	12
13	Annexe 2 : Formulaire « programme cantonal »	14
14	Annexe 3 : Formulaire « budget-coûts »	18
15	Annexe 4 : Formulaire « rapport annuel »	19
16	Annexe 5 : Montants réservés par canton	24
16.1	Scénario 2.1% – CHF 30.8 Millions	24
16.2	Scénario 2.5% – CHF 42.8 Millions	25

1 Contexte

La loi fédérale du 20 juin 2014 sur la formation continue (LFCo)¹ prévoit que la Confédération s'engage conjointement avec les cantons pour que les adultes puissent acquérir les compétences de base qui leur manquent et les maintenir. Pour se faire, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) peut verser des aides financières aux cantons (art. 16 LFCo). La Confédération et les cantons associent les organisations du monde du travail à leur démarche (art. 14 LFCo).

Afin de répondre à cette exigence, le SEFRI fixe des objectifs nationaux avec les cantons et en association avec les organisations du monde du travail. Pour ce faire, il assure la coordination avec les offices fédéraux concernés (art. 8 de l'ordonnance sur la formation continue [OFCo]²). Le présent document de référence s'emploie à remplir ce mandat en définissant des objectifs nationaux qui doivent servir de base aux programmes cantonaux dans le domaine de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes et à leur mode de fonctionnement. Il se base sur le document de référence élaboré pour la période 2017-2020 dont il reprend, actualise et précise le contenu. Le document de référence 2021-2024 marque le passage d'un mode de financement sur la base de conventions de prestations à un financement sur la base de convention-programmes, analogue à ce qui se fait avec les programmes d'intégration cantonaux.

2 Objectifs nationaux pour la période 2021-2024

La première période 2017-2020 a eu pour objectif d'identifier, consolider ou mettre en place des structures cantonales dans le domaine de l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes. La seconde période, 2021-2024, vise à continuer à établir de nouvelles structures, à consolider l'acquis et à le développer de manière ciblée en fonction de la situation cantonale identifiée.

Les objectifs de mise en œuvre suivants – adaptés à la situation particulière de chaque canton ou groupe de cantons – doivent être atteints au cours de la période 2021-2024 :

Offre³ et demande

- Identifier et combler les manques en matière d'offres, en particulier les offres numériques et en matière d'inclusion numérique.
- Favoriser la demande en mesures de formation dans le domaine des compétences de base (identification des groupes-cibles, information et sensibilisation) ; les mesures accueillent un nombre plus important de participants.
- Examiner l'orientation et les accès aux groupes-cible dans le domaine des compétences de base, par exemple par l'intermédiaire de l'aide sociale, de portails pour la certification professionnelle pour adultes CPA, de l'intégration professionnelle, etc.

Coordination et conseil

- Coordonner les offres entre elles, avec les programmes fédéraux et les offres cantonales (voir point 4.2), et garantir qu'elles donnent accès à une formation formelle (par ex. certification professionnelle pour adultes CPA) ou à une formation continue.
- Les services qui s'occupent de la sensibilisation, de l'information, du conseil et de l'orientation des participants vers les offres les mieux adaptées à la situation sont établis et connus des personnes concernées, des intermédiaires et du grand public.
- Définir les interfaces à l'échelle cantonale ; la collaboration entre tous les acteurs concernés est concluante.

¹ RS 419.1

² RS 419.11

³ Ce faisant, l'article 13, alinéa 2, doit être pris en compte.

Lorsque cela est pertinent, plusieurs cantons peuvent, par des projets bilatéraux ou sous la forme d'une collaboration nationale, contribuer ensemble à l'atteinte des objectifs. Les mesures et financements correspondants sont alors présentés dans les programmes cantonaux concernés.

Durant la période 2021-2024, le SEFRI poursuit les objectifs de pilotage suivants :

- Identifier les bonnes pratiques en vue de la période 2025-2028 dans les domaines suivants: formes de collaboration intercantonale, structures des offres, assurance qualité, recherche de participants et financement.
- Le SEFRI soutient tous les cantons dans la promotion de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes.
- Le SEFRI prévoit l'élaboration de cadres d'orientation pour les domaines des mathématiques élémentaires, ainsi que de la lecture, écriture et expression orale dans une langue nationale.
- Le SEFRI veille à la coordination des activités de la Confédération et des cantons pour la promotion des compétences de base des adultes avec les offices fédéraux concernés et entretient un dialogue régulier avec eux. Il clarifie les interfaces et dépose ses préoccupations auprès des instances appropriées.
- Par l'intermédiaire de son programme de promotion des compétences de base sur le lieu de travail⁴, le SEFRI soutient, en collaboration avec les cantons, les entreprises dans la formation de leurs employés aux compétences de base.

3 Rôles

La Confédération s'engage, conjointement avec les cantons, pour que les adultes puissent acquérir et maintenir les compétences de base qui leur font défaut (art. 14 LFCo).

3.1 Rôle du SEFRI

Le SEFRI octroie des aides financières aux cantons et conclut avec eux à cet effet des conventions-programmes (art. 11 OFCo). Lors de l'octroi d'aides financières aux organisations de la formation continue (art. 12 LFCo), le SEFRI peut financer des mesures de soutien à la promotion des compétences de base chez les adultes. Par l'intermédiaire de la recherche de l'administration fédérale (art. 11 LFCo), le SEFRI apporte de nouveaux savoirs sur la promotion des compétences de base qui peuvent être utiles aux programmes cantonaux.

Le SEFRI assure la coordination et la collaboration interinstitutionnelle à l'échelle nationale avec les offices fédéraux concernés (art. 15, let. 2 LFCo). Il s'engage à la coordination avec les lois spéciales dans le domaine de l'encouragement des compétences de bases des adultes (art. 8, al. 1, OFCo).

Partant des vues d'ensemble cantonales et sur la base des données issues des comptes rendus cantonaux, le SEFRI instaure un suivi (art. 19, al. 1, LFCo). Les résultats du suivi peuvent servir de base pour l'élaboration du document de référence pour la prochaine période.

Le SEFRI entretient un échange régulier de bonnes pratiques parmi les cantons (art. 19, al. 2, LFCo).

Le SEFRI informe les cantons et acteurs concernés sur les activités d'autres instances.

3.2 Rôle des cantons

Les cantons mettent en œuvre, seuls ou en collaboration avec d'autres cantons, les objectifs nationaux (voir chapitre 2) (art. 9, al. 1, OFCo). Pour ce faire, ils peuvent impliquer les partenaires locaux (par ex. prestataires, OrTra, autres services cantonaux, etc.), ainsi que les organisations de la formation continue.

⁴ www.sbf.admin.ch/simplement-mieux

4 Définition et délimitation de la notion de compétences de base

Les compétences de base des adultes sont les compétences qu'une personne doit posséder pour être en mesure de s'en sortir dans le monde du travail, de gérer sa vie au quotidien et de se former. Les offres de formation en compétences de base pour adultes s'adressent à des personnes qui, en raison de compétences de base insuffisantes, ne peuvent pas suivre de formations ou formations continues ou n'y parviennent qu'avec de grandes difficultés, même si ces formations n'exigent pas de connaissances préalables particulières. Ces offres de formation sont axées sur la réalité pratique (art. 13, alinéa 2 LFCo).

L'article 13, alinéa 1, LFCo définit les compétences de base comme suit :

Les compétences de base des adultes sont les conditions requises pour l'apprentissage tout au long de la vie et couvrent des connaissances et des aptitudes fondamentales dans les domaines ci-après:

- a. *lecture, écriture et expression orale dans une langue nationale;*
- b. *mathématiques élémentaires;*
- c. *utilisation des technologies de l'information et de la communication.*

4.1 Délimitation du domaine des compétences de base

Les compétences de base selon la LFCo (Art. 13) comprennent les domaines suivants :

Lecture, écriture et expression orale dans une langue nationale

Les compétences en lecture et en écriture sont des compétences qui permettent aux personnes de faire face de manière autonome à leur vie quotidienne privée et professionnelle. Ce domaine concerne des personnes touchées par l'illettrisme, y compris les personnes dont c'est la langue maternelle.

La capacité de s'exprimer oralement dans une langue nationale décrit les compétences linguistiques orales (production, réception et interaction). Ce domaine s'adresse aux apprenants de langues étrangères qui ont besoin d'acquérir une langue nationale.

Mathématiques élémentaires

La numératie est la capacité à accéder, utiliser, interpréter et communiquer des informations et idées mathématiques en vue d'engager et gérer des demandes mathématiques d'un éventail de situations dans la vie adulte.⁵

Utilisation des technologies de l'information et de la communication

Il est recommandé de se référer au « Cadre d'orientation compétences de base en technologies de l'information et de la communication (TIC) »⁶ qui propose une définition des compétences de base en TIC.

La capacité à apprendre est un prérequis à l'acquisition de toute compétence. C'est pourquoi elle fait partie intégrante des offres visant l'acquisition et le maintien des compétences de base des adultes.

4.2 Coordination des mesures cantonales de promotion des compétences de base

Les programmes cantonaux pour l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez l'adulte sont coordonnés avec les mesures prises sur la base d'autres lois spéciales, notamment avec les programmes d'intégration cantonaux au sens de l'article 58, alinéa 3, de la loi fédérale

⁵ PIAAC Numeracy Expert Group (2009), "PIAAC Numeracy: A Conceptual Framework", OECD Education Working Papers, No. 35, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/220337421165>, p. 21. Traduction propre.

⁶ Le document est disponible sur le site internet du SEFRI, https://www.sbf.admin.ch/dam/sbf/fr/dokumente/2019/02/orientierungsrahmen-ikt.pdf.download.pdf/20190205_Orientierungsrahmen_IKT_GK_FR.pdf

du 16 décembre 2005 sur les étrangers et l'intégration (LEI)⁷ (art. 9, al. 3 OFCo). Dans le cadre du processus de demande, les cantons accordent une importance particulière à la coordination entre les mesures cantonales. Ils assurent en outre l'absence de double financement et d'effet de substitution lors de l'encouragement par le biais des lois spéciales, ainsi que de substitution des fonds fédéraux aux fonds cantonaux.

Le programme cantonal d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes doit être délimité financièrement et coordonné avec les mesures des programmes fédéraux suivants :

- Programme cantonal d'intégration PIC ;
- Programme pilote de préapprentissage d'intégration et apprentissage précoce de la langue ;
- Offres de transition et de préparation à la formation professionnelle initiale.

La compatibilité avec les programmes fédéraux suivants doit être assurée :

- Programme national de prévention et de lutte contre la pauvreté (OFAS) ;
- Stratégie Suisse digitale (OFCOM).

La prise en charge de mesures pour l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base des publics suivants, lorsqu'ils sortent du champ de compétence des lois spéciales, doit être considéré. Des offres individuelles peuvent être financées par des subventions provenant de différentes bases juridiques. La coordination doit être assurée en prenant compte les aspects ci-après :

- Admis provisoires et réfugiés reconnus : La Confédération, par l'intermédiaire du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), verse aux cantons un forfait d'intégration pour les personnes admises à titre provisoire, réfugiés reconnus et personnes à protéger titulaires d'une autorisation de séjour (art. 15, al. 1 de l'ordonnance sur l'intégration des étrangers [OIE])⁸. « Ce forfait doit être utilisé selon l'affectation prévue et en fonction des besoins ; il sert notamment à encourager les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire à s'intégrer professionnellement **et à apprendre une langue nationale** »⁹ (art. 12, al. 1, let. c OIE). Les contributions sont octroyées sous forme de financement de programmes d'intégration cantonaux (PIC) (art. 58, al. 2 et 3, LEI et art. 11 OIE). Il convient ici de clarifier le domaine de responsabilités au niveau cantonal. L'agenda d'intégration suisse peut notamment soutenir, pour les personnes visant un passage vers la formation professionnelle, des mesures d'encouragement de la langue (langue d'enseignement locale) d'un niveau A2 du CECRL avec pour objectif d'atteindre le niveau B1 au moment de commencer une formation professionnelle initiale. Il permet également de soutenir des mesures d'acquisition des bases scolaires dans les autres matières que la langue, en particulier les mathématiques.¹⁰
- Les admis provisoires et réfugiés reconnus qui se sont forgé une expérience professionnelle ou qui ont achevé une formation professionnelle dans leur pays d'origine et qui disposent de capacités pour exercer une activité professionnelle dans le champ en question **peuvent suivre un préapprentissage d'intégration (PAI)**¹¹ **axé sur la pratique**.
- Personnes au chômage ou menacées de chômage imminent : La loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI)¹² propose des mesures relatives au marché du travail à ses **assurés et aux personnes menacées de chômage imminent** (art.

⁷ RS 142.20

⁸ RS 142.205

⁹ Secrétariat d'Etat aux migrations SEM, Conférence des gouvernements cantonaux CdC, Document-cadre « Encouragement spécifique de l'intégration comme tâche de la Confédération et des cantons, années 2018-2021 » du 25 janvier 2017, p.6.

¹⁰ Secrétariat d'Etat aux migrations SEM, Circulaire du 4 décembre 2018 "Dépôt des demandes de mise en œuvre de l'Agenda Intégration Suisse dans le cadre des programmes d'intégration cantonaux (PIC) 2018-2021", p. 12.

¹¹ www.sem.admin.ch/sem/fr/home/themen/integration/ppnb/integrvorlehre-sprachfoerd.html

¹² RS 837.0

59, al. 1 LACI). Ce champ d'application concerne notamment les personnes sans emploi ou partiellement sans emploi (conditions art. 8 LACI).

- Personnes en formation professionnelle ou suivant des mesures de préparation à la formation professionnelle : Au travers des forfaits versés aux cantons sur la base de l'article 53 de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr)¹³, la Confédération (SEFRI) soutient notamment les mesures d'encadrement individuel spécialisé destiné aux personnes engagées dans une formation professionnelle initiale de deux ans ainsi que les mesures préparant à la formation professionnelle initiale. Les solutions de transition pour **jeunes en difficulté scolaire** (un an au maximum ; art. 7 de l'ordonnance sur la formation professionnelle [OFPr]¹⁴) sont aussi couvertes par ce forfait.
- Invalides : la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI)¹⁵ a notamment l'objectif, de prévenir, réduire ou éliminer l'invalidité grâce à des mesures de réadaptation appropriées, simples et adéquates. Ceci couvre entre autre les **perfectionnements dans le domaine professionnel (art. 16, al. 2, let. c LAI) et les cours de formation dans le cadre de l'intervention précoce** permettant la réadaptation de la personne assurée à un nouveau poste au sein de la même entreprise ou ailleurs (art. 7d, al. 2, let. b LAI).

L'acquisition et le maintien des compétences de base pour les bénéficiaires de l'aide sociale ne sont pas réglé par une loi fédérale. Les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent prendre part à des mesures financées par l'intermédiaire de la LFCo, en tenant compte des lois et pratiques cantonales en vigueur. L'orientation de carrière ou la couverture des besoins fondamentaux durant la formation continue sont financées par les services compétents.

5 Collaboration interinstitutionnelle

La Confédération et les cantons assurent la coordination interinstitutionnelle pour un système cohérent d'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes et recherchent un dispositif homogène dans sa mise en œuvre (art. 15, al. 2, LFCo).

Le SEFRI veille à une coordination à l'échelle nationale avec les autres services fédéraux concernés (art. 8, al. 1, OFCo). La coordination au sein du canton et avec les autres cantons est du ressort d'un service désigné par le canton (art. 9, al. 2, OFCo).

A l'échelon fédéral, les offices ci-après participent à l'encouragement des compétences de base chez les adultes: SEFRI, SEM, SECO, OFAS, OFCOM. La collaboration interinstitutionnelle au niveau national poursuit avant tout un rôle d'information afin que les offices fédéraux concernés connaissent les activités les uns des autres dans le domaine de la promotion des compétences de base. Elle permet en outre le traitement des préoccupations. La coordination a lieu, en fonction des besoins, dans le cadre de l'organe national de pilotage CII ou de manière bilatérale entre le SEFRI et l'office concerné. Le SEFRI veille à la coordination avec les offices fédéraux qui ne sont pas représentés au sein de l'organe de pilotage CII, ainsi qu'avec les organisations du monde du travail et les acteurs qui interviennent sur le plan national dans le domaine des compétences de base chez les adultes.

A l'échelon cantonal, une collaboration interinstitutionnelle a lieu entre les directions de l'instruction publique, les bureaux de l'intégration, les offices de l'emploi, les offices AI, les services sociaux, les prestataires de formation ainsi que les représentants des partenaires sociaux. Elle s'accompagne d'échanges et éventuellement d'une collaboration avec d'autres cantons.

¹³ RS 412.10

¹⁴ RS 412.101

¹⁵ RS 831.20

6 Financement

La Confédération alloue en général des aides financières sur la base de conventions-programmes. Pour des raisons d'efficacité, les contributions peuvent aussi être prévues dans une convention de prestations ou allouées par voie de décision (art. 11 OFCo). Les aides financières ont vocation à compléter les mesures prévues par la législation spéciale (art. 16, al. 1, LFCo).

La première période 2017-2020 ayant eu fonction de mise en place des structures et d'analyse de l'existant, le SEFRI et les cantons ont conclu des conventions de prestations. Pour la période 2021-2024, les aides financières sont allouées sur la base de conventions-programmes.

Les moyens financiers alloués par la Confédération seront fixés dans le message FRI 2021-2024 et sont soumis chaque année aux négociations budgétaires. Le message FRI étant rédigé en parallèle au présent document de référence, ce dernier fixe uniquement le mécanisme de répartition des fonds entre les cantons. Une fois le plafond des dépenses 2021-2024 arrêté, le SEFRI communique aux cantons le montant total à disposition et ce que cela représente pour chaque canton selon le mécanisme de répartition arrêté.

6.1 Répartition de la contribution fédérale

La contribution fédérale est répartie entre les cantons selon la clé de répartition suivante :

- Afin de garantir une offre de base indépendante de la taille du canton, la Confédération verse une contribution de base équivalent à cinq pourcents de sa contribution annuelle aux cantons, à parts égales entre tous les cantons.
- Le reste de la contribution fédérale, soit 95% de la contribution fédérale, est répartie en fonction de la population résidente cantonale de 25 ans et plus (données de l'Office fédéral des statistiques OFS).

Si les cantons ne décident pas tous de déposer une demande de contribution fédérale, renoncent à une partie de la contribution fédérale ou si quelques cantons souhaitent conclure une convention-programme à un moment ultérieur de la période 2021-2024, les fonds ainsi libérés peuvent être répartis entre les autres cantons, dans la mesure où un besoin est justifié et la participation de ce canton selon l'article 13 OFCo est assurée.

Des financements pour des mesures intercantionales coordonnées par la CIFIC peuvent être prévus dans les différents programmes cantonaux. Il est conseillé de réserver un montant équivalent à cinq pourcents de la contribution fédérale pour de telles mesures¹⁶.

6.2 Règle des 50% - 50%

Le montant des contributions fédérales pour un canton équivaut, au plus, aux dépenses du canton pour un programme cantonal (art. 13 OFCo). Ceci vaut pour l'ensemble du programme cantonal et non pour chaque mesure.

Coûts imputables :

- La contribution cantonale (communes comprises) peut être calculée en tenant compte non seulement des contributions destinées à financer la participation des adultes à des mesures de formation mais aussi des coûts liés à l'encouragement de projets cantonaux (conception et mise

¹⁶ La participation des cantons aux mesures intercantionales de promotion de l'acquisition et du maintien des compétences de base est facultative. Les mesures se concentrent sur les domaines cibles du message FRI, à savoir information, sensibilisation, numérisation et augmentation de la participation aux offres correspondantes. Cf. message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021 à 2024, chapitre 2.2.

sur pied de nouvelles offres, recherche de participants), aux activités de sensibilisation, d'information, de conseil, à l'accompagnement des personnes et aux tâches en matière de pilotage et de coordination.

- Les fonds de tiers ne sont pas pris en considération.

6.3 Promotion des participants

Sur l'ensemble de la période 2021-2024, l'essentiel du montant fédéral doublé¹⁷ est utilisé pour financer la participation des adultes à des mesures de formation (p. ex. en réduisant le coût des cours ou en finançant des offres axées sur la demande¹⁸).

6.4 Transfert de fonds à la période suivante

Un report de soldes de crédits de la période 2017-2020 au programme 2021-2024 n'est pas possible. Les montants non utilisés doivent être restitués. Si les objectifs de la convention-programme 2021-2024 ne sont pas entièrement remplis, le canton ne perçoit que les contributions fédérales correspondant à la prestation fournie. La Confédération peut demander le remboursement des contributions fédérales dépassant les montants auxquels le canton a droit. Le montant à rembourser peut être pris en compte dans le calcul des contributions pour une prochaine période de convention.

7 Programmes cantonaux

Les objectifs nationaux sont mis en œuvre moyennant des programmes d'un ou de plusieurs cantons (art. 9, al. 1 OFCo). Les programmes cantonaux font l'objet de conventions-programmes (art. 11, al. 1 OFCo). Celles-ci précisent notamment les objectifs du programme, les aides financières de la Confédération ainsi que les indicateurs servant à mesurer la réalisation des objectifs (art. 10, al. 1 OFCo). Les cantons décident, dans le cadre de leur programme, de la répartition des aides financières (art. 9, al. 4, OFCo).

Plusieurs cantons peuvent élaborer un programme commun d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes (art. 9, al. 1 OFCo).

Le SEFRI met à disposition un formulaire « Requête de convention-programme » permettant le dépôt d'un programme cantonal (voir Annexe 1, page 12).

Lors de la conclusion des conventions-programmes, il est veillé à ce que la charge administrative pour le canton concerné soit supportable et que tous les cantons disposent de la marge de manœuvre nécessaire pour pouvoir adapter et modifier les mesures et objectifs de manière non bureaucratique durant la période de mise en œuvre de quatre ans.

7.1 Contenu des programmes cantonaux

Un programme cantonal contient les points suivants :

I. Contexte et stratégie cantonaux

Introduction rappelant les principaux constats observés lors de la réalisation de la vue d'ensemble cantonale (au 31.12.2018), l'organisation de la coordination avec les acteurs cantonaux impliqués et les éventuelles particularités et défis liés à la situation du canton. Il s'agit également d'évoquer les priorités de la stratégie cantonale pour la période 2021-2024.

II. Mesures et indicateurs

Description des mesures mises en places pour contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques du document de référence (chapitre 2). Pour chaque objectif national, le programme cantonal propose au minimum une mesure. La mesure est accompagnée d'un ou plusieurs indicateur(s) permettant d'évaluer son atteinte et d'un budget.

¹⁷ Le montant fédéral doublé recouvre les contributions de la Confédération et les contributions cantonales correspondantes (voir règle des 50% - 50%).

¹⁸ Si le canton est dans une phase de mise sur pied de ses offres, une exception peut être accordée.

Le programme cantonal d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes fait partie intégrante de la convention-programme signée entre le canton et le SEFRI.

Les mesures, indicateurs et budgets définis dans le programme peuvent être adaptés une fois par année. Si nécessaire, le canton fait une proposition d'adaptation.

Le formulaire pour l'élaboration d'un programme cantonal se trouve en annexe 2, page 14 et à l'adresse suivante www.sbf.admin.ch/sbf/fr/home/formation/formation-continue/competences-de-base-chez-la-dulte.html.

7.2 Calendrier de dépôt des programmes cantonaux et nouveaux cantons

Calendrier

Le dépôt des programmes cantonaux d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes auprès du SEFRI se fait à l'aide du formulaire annexe 2 (page 14) au plus tard **le 15.08.2020**.

Les cantons qui le souhaitent peuvent déposer un avant-projet de programme cantonal jusqu'au 31.05.2020. Dans ce cas le SEFRI s'engage à donner un feedback au canton en vue de lui permettre d'adapter son programme.

Le SEFRI donne un retour écrit sur les programmes cantonaux d'ici au **30.11.2020**. Celui-ci distingue entre les points devant absolument être adaptés et les points dont l'adaptation est souhaitable.

Les programmes cantonaux sont adaptés et renvoyés au SEFRI jusqu'au **31.01.2021**.

La signature des conventions-programmes intervient durant le premier trimestre 2021.

Cantons nouveaux venus

Les cantons n'ayant pas signé de conventions de prestations pour la période 2017-2020 peuvent déposer des programmes cantonaux pour la période 2021-2024.

Le SEFRI et le canton peuvent, si cela est justifié, adapter ou prioriser les objectifs nationaux fixés dans le document de référence afin de permettre au nouveau canton de rattraper l'éventuel retard accusé en raison de sa non-participation à la période 2017-2020. L'adaptation se fait au cas par cas.

8 Promotion des compétences de base au travail

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le SEFRI dispose d'un programme de promotion des compétences de base sur le lieu de travail (« simplement mieux au travail ») sur la base de la loi fédérale sur la formation professionnelle LFP (art. 32, al. 2, let. a, en relation avec l'art. 55, al. 1, let. g.). Afin d'assurer la coordination avec les programmes cantonaux de promotion des compétences de base des adultes, les cantons peuvent choisir entre trois processus de mise en œuvre.

Processus A

Les demandes de soutien et les reporting sont déposés auprès du SEFRI qui les évalue et rédige une décision. Le canton dans lequel se trouve l'entreprise demandeuse reçoit une copie de la demande pour information.

Processus B

Les demandes de soutien et les reporting sont déposés auprès du SEFRI. Celui-ci transmet la demande / le reporting au canton dans lequel se situe l'entreprise pour prise de position. Sur la base de celle-ci, le SEFRI qui rédige une décision.

Processus C – Portail cantonal

Le canton dispose d'un portail d'entrée cantonal auprès duquel les demandes et reporting sont déposés. Le canton est interlocuteur unique pour les demandeurs. Il vérifie les demandes selon les directives fédérales d'une part et cantonales d'autre part. Le canton rédige la décision. Au moins une fois par année, le canton adresse au SEFRI une liste des demandes soutenues sur la base des critères fédéraux, ainsi que les reporting des mesures soutenues. Le SEFRI rédige une décision et rétrocède les subventions versées.

Les demandes qui concernent plusieurs cantons sont traitées par le SEFRI selon le processus A.

Un canton peut décider de changer de processus au 1^{er} janvier de chaque année. Pour ce faire, il informe le SEFRI en temps opportun.

9 Rapport annuel

Les cantons rendent compte chaque année au SEFRI de l'utilisation des aides financières. Le compte rendu porte notamment sur les progrès dans la réalisation des objectifs du programme cantonal, établis sur la base des indicateurs convenus ou des prestations fournies (art. 14 OFCo).

Le SEFRI met à disposition un formulaire pour le rapport annuel (voir Annexe 4 : Formulaire « rapport annuel » et www.sbfri.admin.ch/sbfri/fr/home/formation/formation-continue/competences-de-base-chez-ladulte.html).

Dates limites de remise des rapports annuels :

31 mars 2022

31 mars 2023

31 mars 2024

31 mars 2025

Dans le cadre du rapport annuel, les informations quantitatives suivantes sont livrées sur les offres subventionnées dans le cadre du programme cantonal LFCo :

- Nombre d'offres dans les différents domaines des compétences de base ;
- Nombre de participants ;
- Nombre d'heures ;
- Nombre d'heures-participants ;
- Âge moyen des participants ;
- Part de femmes (en %);
- Chiffres relatifs aux indicateurs fixés par le canton dans son programme cantonal (voir Annexe 4 : Formulaire « rapport annuel »).

Chiffres financiers :

- Moyens financier engagés par le canton et les communes ;
- Moyens financiers issus du versement fédéral LFCo ;
- Part des moyens financiers investie directement pour financer la participation des adultes à des mesures de formation (voir point 6.3).

10 Durée de validité

Le présent document de référence entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et est valable jusqu'au 31 décembre 2024.

Pour la période suivante, un document de référence sera rédigé et signé au plus tard au 1^{er} janvier 2023.

11 Signatures

Secrétariat général de la
Conférence suisse des directeurs
cantonaux de l'instruction publique

Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI

Lieu, date

Lieu, date

Nom

Nom

Signature

Signature

12 Annexe 1 : Requête de conclusion d'une convention-programme

Programme cantonal d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes pour la période 2021-2024

Canton(s) ¹⁹	
Service compétent	
Rue / case postale	
NPA Lieu	
Personne de contact Nom Prénom Fonction Courriel Téléphone	
Personne signataire de la convention Nom Prénom Service Fonction	
Personne signataire de la convention (en cas de signature à deux) Nom Prénom Service Fonction	

1. Objet

En signant la présente requête, le canton demande que soit établie une convention-programme dans le domaine de l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes pour la période 2021-2024.

La convention-programme se fonde sur les principes, les objectifs et les modèles définis dans le Document de référence 2021-2024. Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes (art. 16 LFCo) du 28.11.2019 et ses annexes.

2. Bases légales

Bases légales cantonales de la convention-programme²⁰ (voir chiffre 2 du modèle de convention-programme):

--

¹⁹ En cas de collaboration entre plusieurs cantons, les requérants déposeront un formulaire conjoint.

²⁰ En cas de collaboration entre plusieurs cantons, le contrat de collaboration doit être cité ici. Ce contrat doit être joint à la demande.

3. Délai de dépôt

La requête dûment signée et le programme cantonal doivent être déposés au SEFRI **au plus tard le 15 août 2020** (le cachet de la poste faisant foi).

Lieu/date:

Nom :

Signature:

La demande doit être adressée par voie postale à l'adresse suivante:

Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI
Formation continue et encouragement de projets
Priska Widmer
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

13 Annexe 2 : Formulaire « programme cantonal »

Programme cantonal d'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes pour la période 2021-2024

Canton	_____
Date	_____
Version	_____

I. Contexte et stratégie cantonaux

Brève description du contexte cantonal

- *Réalisations de la période 2017-2020*
- *Constats réalisés lors de la réalisation de la vue d'ensemble*
- *Acteurs cantonaux impliqués (prestataires, financeurs, partenaires), y compris organisation de la coordination*
- *Particularités du canton*

La description du contexte doit permettre de comprendre la pertinence des mesures définies au point II.

Description de la stratégie poursuivie pour la période 2021-2024

- *Défis à relever / manques à combler*
- *Priorités fixées pour la période*

II. Mesures et indicateurs de la période 2021-2024

Le canton prévoit au moins une mesure par objectif national (chapitre 2 du document de référence).

Les mesures mises en places pour contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques du document de référence (chapitre 2) sont décrites dans le tableau ci-dessous sous forme de brèves phrases ou mots clés. Une description détaillée des mesures est donnée au point b.

La mesure est accompagnée des informations suivantes :

- Groupe-cible : groupe de personnes visées en priorité par la mesure (ex. personnes maîtrisant la langue locale mais avec des difficultés en mathématiques, personnes en emploi à partir de 55 ans, etc.)
- Objectif(s) SMART : objectif(s) spécifique(s), mesurable(s), adéquat(s), réaliste(s), délimité(s) dans le temps visé(s) par la mesure ;
- Principales étapes : descriptions des étapes menant à l'atteinte du/des objectif(s), par exemple les années de reporting ;
- Indicateur(s) pour l'évaluation permettant d'évaluer son atteinte (à la fin de l'année et/ou de la période).

a. Récapitulatif des mesures

Offre et demande

N° mesure	Intitulé de la mesure	Groupe cible	Objectifs SMART	Principales étapes	Indicateurs pour l'évaluation
	Identifier et combler les manques en matière d'offres, en particulier les offres numériques et en matière d'inclusion numérique.				
	Favoriser la demande en mesures de formation dans le domaine des compétences de base (identification des groupes-cibles, information et sensibilisation) ; les mesures accueillent un nombre plus important de participants.				
	Examiner l'orientation et les accès aux groupes-cible dans le domaine des compétences de base, par exemple par l'intermédiaire de l'aide sociale, de portails pour la certification professionnelle pour adultes CPA, de l'intégration professionnelle, etc.				

Coordination et conseil

N° mesure	Intitulé de la mesure	Groupe cible	Objectifs SMART	Principales étapes	Indicateurs pour l'évaluation
	Coordonner les offres entre elles, avec les programmes fédéraux et les offres cantonales (voir point 4.2), et garantir qu'elles donnent accès à une formation formelle (par ex. certification professionnelle pour adultes CPA) ou à une formation continue.				
	Les services qui s'occupent de la sensibilisation, de l'information, du conseil et de l'orientation des participants vers les offres les mieux adaptées à la situation sont établis et connus des personnes concernées, des intermédiaires et de la société en général.				
	Définir les interfaces à l'échelle cantonale ; la collaboration entre tous les acteurs concernés est concluante.				

Mesures intercantionales

Les contributions aux mesures intercantionales coordonnées par la CIFIC peuvent être listées dans le tableau suivant. Il est conseillé de réserver pour de telles mesures, par analogie avec la contribution de base, un montant équivalent à cinq pourcents de la contribution fédérale. La participation des cantons est facultative.

Les mesures intercantionales se concentreront sur les domaines suivants : information, sensibilisation, numérisation et augmentation de la participation aux offres correspondantes (cf. message FRI 2021 à 2024, chapitre 2.2).

Si le canton souhaite participer aux mesures intercantionales, merci de compléter les différents champs ci-dessous aussi bien que possible. Etant donné qu'au moment de la demande de nombreux paramètres des mesures intercantionales ne sont pas encore connus, les champs peuvent être complétés de manière succincte ou, le cas échéant, laissé vides.

N° mesure	Intitulé de la mesure	Groupe cible	Objectifs	Principales étapes	Indicateurs pour l'évaluation
Mesures dans le domaine de l'information et de la sensibilisation des personnes concernées, de la société en général et des personnes relais					
Mesures pour l'atteinte du public cible et l'augmentation de la participation aux cours en compétences de base					
Mesures dans le domaine de la numérisation des compétences de base					

b. Description des mesures

Brève description de chaque mesure listée au point a.

La description développe notamment le public-ciblée, les partenaires impliqués, les étapes de la réalisation durant la période 2021-2024.

c. Budget

Le budget du programme cantonal pour l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes et sa répartition par mesure est joint au présent formulaire. Il est réalisé à l'aide du formulaire en Annexe 3 : Formulaire « budget-coûts ».

Au cours de la période, il est possible de transférer des moyens budgétés d'une mesure à l'autre. Le SEFRI doit en être informé dans le cadre du reporting annuel.

Le programme cantonal et la « requête de conclusion d'une convention-programme » dûment signés doivent être déposés au SEFRI **au plus tard le 15 août 2020** (le cachet de la poste faisant foi).

Lieu/date:

Nom :

Signature:

La demande doit être adressée par voie postale à l'adresse suivante:

Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI
Formation continue et encouragement de projets
Priska Widmer
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

14 Annexe 3 : Formulaire « budget-coûts »

Voir document Excel du même nom.

15 Annexe 4 : Formulaire « rapport annuel »

Rapport annuel Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes

Un rapport annuel doit être rempli pour chaque convention-programme. En cas de collaboration entre plusieurs cantons, un rapport annuel commun doit être rempli.

Canton(s)	
Service compétent	
Rue / case postale	
NPA / Lieu	
Personne de contact Nom Prénom Fonction	
Courriel	
Numéro de téléphone	

Le rapport annuel doit être renvoyé au plus tard le 31 mars de l'année suivante à:

Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI
Formation continue et encouragement de projets
Priska Widmer
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

Annexes:

--

Page internet cantonale consacrée aux compétences de base:

--

Rapport pour l'année	
----------------------	--

Ce rapport concerne uniquement les mesures financées par la LFCo, parts cantonale et fédérale

1. Mise en œuvre des mesures

Les tableaux récapitulatifs des mesures sont repris du programme cantonal déposé.

Le tableau est suivi, pour chaque mesure, des informations suivantes :

- Une description de ce qui a été réalisé durant l'année écoulée ;
- Une estimation de l'atteinte des objectifs ;
- Une évaluation de l'état de réalisation en fonction des indicateurs fixés ;
- Si nécessaire une reformulation de la mesure respectivement des objectifs ou étapes;
- La suite du déroulement de cette mesure prévue pour l'année à venir.

1.1 Offre et demande

N° mesure	Intitulé de la mesure	Groupe cible	Objectifs SMART	Principales étapes	Indicateurs pour l'évaluation
Identifier et combler les manques en matière d'offres, en particulier les offres numériques et en matière d'inclusion numérique.					
Favoriser la demande en mesures de formation dans le domaine des compétences de base (identification des groupes-cibles, information et sensibilisation) ; les mesures accueillent un nombre plus important de participants.					
Examiner l'orientation et les accès aux groupes-cible dans le domaine des compétences de base, par exemple par l'intermédiaire de l'aide sociale, de portails pour la certification professionnelle pour adultes CPA, de l'intégration professionnelle, etc.					

1.2 Coordination et conseil

N° mesure	Intitulé de la mesure	Groupe cible	Objectifs SMART	Principales étapes	Indicateurs pour l'évaluation
	Coordonner les offres entre elles, avec les programmes fédéraux et les offres cantonales (voir point 4.2), et garantir qu'elles donnent accès à une formation formelle (par ex. certification professionnelle pour adultes CPA) ou à une formation continue.				
	Les services qui s'occupent de la sensibilisation, de l'information, du conseil et de l'orientation des participants vers les offres les mieux adaptées à la situation sont établis et connus des personnes concernées, des intermédiaires et de la société en général.				
	Définir les interfaces à l'échelle cantonale ; la collaboration entre tous les acteurs concernés est concluante.				

1.3 Mesures intercantionales

Merci de compléter, dans le cadre du rapport annuel, le tableau ci-dessous avec les nouvelles informations pertinentes disponibles. Remplir les différents champs pour les mesures intercantionales ayant été réalisées.

N° mesure	Intitulé de la mesure	Groupe cible	Objectifs	Principales étapes	Indicateurs pour l'évaluation
	Mesures dans le domaine de l'information et de la sensibilisation des personnes concernées, de la société en général et des personnes relais				
	Mesures pour l'atteinte du public cible et l'augmentation de la participation aux cours en compétences de base				
	Mesures dans le domaine de la numérisation des compétences de base				

2. Informations quantitatives

Domaine	Nombre d'offres ²¹	Nombre de participants	Nombre d'heures ²²	Nombre d'heures-participants ²³	Age moyen des participants	Part de femmes (% , estimation)
Lire et écrire						
Acquisition de la langue						
Mathématiques élémentaires						
Utilisation des TIC						
Offres mixtes (merci de décrire brièvement ci-dessous)						
Total / Moyenne						

Remarques

--

²¹ Toute offre pédagogique dans le domaine des compétences de base, dont le temps peut être mesuré. Par exemple : cours régulier, cours unique, coaching, permanence de soutien, etc.

²² Nombre d'heures : durée cumulée des offres en heures (60 minutes). Exemple : nous soutenons trois cours Lire et Ecrire, d'une durée respective de 10, 15 et 20 heures. Nombre d'heures = 10+15+20 = 45

²³ (Nombre d'heures cours 1 x nombre de participants cours 1) + (nombre d'heures cours 2 x nombre de participants cours 2) + (nombre d'heures cours 3 x nombre de participants cours 3), etc.

3. Rapport financier

Le rapport financier est réalisé à l'aide du formulaire Excel « Budget-coûts ».

4. Autres remarques et recommandations

4.1 Remarques

--

4.2 Recommandations

Avez-vous des propositions ou demandes à l'intention du SEFRI (collaboration, mise en œuvre, rapports, etc.)?

--

Avez-vous des exemples de bonnes pratiques – ou, au contraire, de mauvaises expériences – que vous pourriez présenter dans le cadre des échanges nationaux? Lesquels?

--

Lieu, date: _____

Nom: _____

Signature: _____

16 Annexe 5 : Montants réservés par canton²⁴

16.1 Scenario 2.1% – CHF 30.8 Millions

Contribution annuelle y compris contribution de base équivalent à cinq pourcents de la contribution fédérale annuelle aux cantons, à parts égales entre tous les cantons. La contribution de base d'élève à CHF 59'143 (2021 : 11'361, 2022 : 13'595, 2023 : 15'863, 2024 : 18'324). Montants sous réserve de l'adoption par le Parlement du message FRI 2021-2024.

Canton	Population résidente permanente ²⁵	Parts cantonales de la population	Contribution 2021	Contribution 2022	Contribution 2023	Contribution 2024	Total 2021-2024
Zurich	1'151'160	18.0%	1'019'658	1'220'201	1'423'745	1'644'600	5'308'205
Berne	786'728	12.3%	700'453	838'216	978'040	1'129'757	3'646'467
Lucerne	302'954	4.7%	276'717	331'141	386'379	446'315	1'440'553
Uri	27'234	0.4%	35'215	42'141	49'171	56'798	183'325
Schwyz	119'809	1.9%	116'301	139'175	162'391	187'581	605'448
Obwald	28'298	0.4%	36'147	43'256	50'472	58'301	188'176
Nidwald	33'157	0.5%	40'403	48'349	56'414	65'166	210'332
Glaris	30'527	0.5%	38'099	45'593	53'198	61'450	198'340
Zoug	96'470	1.5%	95'859	114'712	133'847	154'610	499'027
Fribourg	228'203	3.6%	211'243	252'790	294'958	340'713	1'099'703
Soleure	207'573	3.2%	193'173	231'166	269'727	311'568	1'005'635
Bâle-Ville	154'422	2.4%	146'619	175'455	204'723	236'480	763'277
Bâle-Campagne	218'907	3.4%	203'101	243'046	283'589	327'580	1'057'316
Schaffhouse	62'600	1.0%	66'192	79'210	92'424	106'761	344'587
Appenzell A.Rh.	40'986	0.6%	47'260	56'555	65'989	76'226	246'031
Appenzell I.Rh.	11'718	0.2%	21'625	25'878	30'194	34'878	112'575
St. Gall	374'398	5.8%	339'295	406'026	473'756	547'246	1'766'324
Grisons	157'633	2.5%	149'431	178'821	208'650	241'016	777'918
Argovie	507'136	7.9%	455'560	545'158	636'096	734'769	2'371'583
Thurgovie	205'692	3.2%	191'526	229'195	267'427	308'911	997'058
Tessin	272'337	4.3%	249'900	299'050	348'934	403'062	1'300'946
Vaud	578'372	9.0%	517'955	619'825	723'219	835'406	2'696'405
Valais	261'299	4.1%	240'232	287'480	335'435	387'468	1'250'615
Neuchâtel	129'369	2.0%	124'675	149'195	174'083	201'087	649'040
Genève	366'938	5.7%	332'761	398'207	464'632	536'707	1'732'308
Jura	53'515	0.8%	58'234	69'688	81'313	93'926	303'161
Total	6'407'435	100%	5'907'633	7'069'529	8'248'807	9'528'383	30'754'352

²⁴ Des divergences par rapport aux chiffres du message FRI peuvent apparaître en raison d'arrondis.

²⁵ Population résidente permanente âgée de 25 ans et plus. Chiffres de l'Office fédérale de la statistique OFS 2018.

16.2 Scénario 2.5% – CHF 42.8 Millions

Contribution annuelle y compris contribution de base équivalent à cinq pourcents de la contribution fédérale annuelle aux cantons, à parts égales entre tous les cantons. La contribution de base d'élève à CHF 82'342 (2021 : 13'686, 2022 : 18'235, 2023 : 22'821, 2024 : 27'600). Montants sous réserve de l'adoption par le Parlement du message FRI 2021-2024.

Canton	Population résidente permanente ²⁶	Parts cantonales de la population	Contribution 2021	Contribution 2022	Contribution 2023	Contribution 2024	Total 2021-2024
Zurich	1'151'160	18.0%	1'228'305	1'636'606	2'048'257	2'477'151	7'390'319
Berne	786'728	12.3%	843'783	1'124'265	1'407'048	1'701'677	5'076'773
Lucerne	302'954	4.7%	333'340	444'146	555'861	672'255	2'005'602
Uri	27'234	0.4%	42'421	56'522	70'739	85'551	255'233
Schwyz	119'809	1.9%	140'099	186'670	233'622	282'541	842'932
Obwald	28'298	0.4%	43'544	58'018	72'611	87'815	261'987
Nidwald	33'157	0.5%	48'670	64'849	81'160	98'155	292'834
Glaris	30'527	0.5%	45'895	61'151	76'533	92'558	276'138
Zoug	96'470	1.5%	115'474	153'858	192'558	232'878	694'768
Fribourg	228'203	3.6%	254'469	339'056	424'338	513'193	1'531'056
Soleure	207'573	3.2%	232'701	310'054	388'040	469'294	1'400'089
Bâle-Ville	154'422	2.4%	176'620	235'331	294'523	356'194	1'062'668
Bâle-Campagne	218'907	3.4%	244'660	325'988	407'982	493'412	1'472'042
Schaffhouse	62'600	1.0%	79'736	106'242	132'964	160'806	479'749
Appenzell A.Rh.	40'986	0.6%	56'931	75'855	94'935	114'814	342'535
Appenzell I.Rh.	11'718	0.2%	26'050	34'709	43'439	52'535	156'732
St. Gall	374'398	5.8%	408'723	544'586	681'565	824'281	2'459'154
Grisons	157'633	2.5%	180'008	239'845	300'172	363'027	1'083'052
Argovie	507'136	7.9%	548'778	731'197	915'114	1'106'734	3'301'823
Thurgovie	205'692	3.2%	230'717	307'409	384'731	465'292	1'388'148
Tessin	272'337	4.3%	301'036	401'103	501'991	607'105	1'811'235
Vaud	578'372	9.0%	623'941	831'345	1'040'452	1'258'317	3'754'055
Valais	261'299	4.1%	289'389	385'585	482'570	583'618	1'741'161
Neuchâtel	129'369	2.0%	150'186	200'110	250'443	302'884	903'622
Genève	366'938	5.7%	400'852	534'099	668'439	808'407	2'411'796
Jura	53'515	0.8%	70'151	93'469	116'980	141'474	422'074
Total	6'407'435	100%	7'116'478	9'482'066	11'867'066	14'351'967	42'817'577

²⁶ Population résidente permanente âgée de 25 ans et plus. Chiffres de l'Office fédérale de la statistique OFS 2018.



Documento programmatico 2021–2024

Acquisizione e mantenimento delle competenze di base degli adulti (art. 16 LFCo)

1	Situazione iniziale.....	2
2	Obiettivi nazionali per il periodo 2021–2024.....	2
3	Ruoli.....	3
3.1	Ruolo della SEFRI	3
3.2	Ruoli dei Cantoni	3
4	Definizione e delimitazione del concetto «competenze di base».....	4
4.1	Delimitazione del settore delle competenze di base	4
4.2	Coordinamento delle misure cantonali di promozione delle competenze di base	4
5	Collaborazione interistituzionale	6
6	Finanziamento.....	6
6.1	Suddivisione del contributo federale	7
6.2	Regola del 50-50	7
6.3	Sostegno ai partecipanti	7
6.4	Trasferimento di fondi sul periodo successivo	7
7	Programmi cantonali.....	8
7.1	Contenuti dei programmi cantonali.....	8
7.2	Termine di presentazione per i programmi cantonali e nuovi Cantoni	8
8	Promozione delle competenze di base sul posto di lavoro	9
9	Resoconto annuale	9
10	Validità	10
11	Firme	10
12	Allegato 1: Domanda per la stipula di un accordo di programma.....	11
13	Allegato 2: modulo «Programma cantonale»	13
14	Allegato 3: modulo «Budget-costi»	17
15	Allegato 4: modulo «Resoconto annuale»	18
16	Allegato 5: Importo riservato per Cantone	23
16.1	Scenario 2,1% – 30,8 milioni di franchi	23
16.2	Scenario 2,5% – 42,8 milioni di franchi	24

1 Situazione iniziale

La legge federale del 20 giugno 2014¹ sulla formazione continua (LFCo) prevede che la Confederazione si adoperi, unitamente ai Cantoni, per consentire agli adulti di acquisire e mantenere le competenze di base. A tal fine la Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione (SEFRI) può concedere aiuti finanziari ai Cantoni (art. 16 LFCo). La Confederazione e i Cantoni coinvolgono le organizzazioni del mondo del lavoro (art. 14 LFCo).

Per concretizzare questo obiettivo, la SEFRI fissa insieme ai Cantoni degli obiettivi nazionali, coinvolgendo le organizzazioni del mondo del lavoro e provvedendo al coordinamento con altri servizi federali interessati (art. 8 dell'ordinanza sulla formazione continua [OFCo]²). Il presente documento programmatico è finalizzato all'adempimento di questo mandato. Fissa gli obiettivi nazionali che dovranno fungere da base per l'ideazione e l'impostazione dei programmi cantonali relativi all'acquisizione e al mantenimento delle competenze di base degli adulti. Il testo si basa sul precedente documento programmatico 2017–2020 che riprende, aggiorna e specifica. Il documento programmatico 2021–2024 segna il passaggio da un finanziamento mediante convenzioni di prestazione a un finanziamento tramite programmi cantonali, analogamente ai programmi cantonali d'integrazione.

2 Obiettivi nazionali per il periodo 2021–2024

L'obiettivo del primo periodo 2017–2020 era quello di individuare, consolidare o creare nuove strutture di supporto nei Cantoni per l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base per gli adulti. Nel periodo 2021–2024 si tratta di continuare a edificare nuove strutture e di consolidare e sviluppare quelle esistenti tenendo conto delle situazioni specifiche nei singoli Cantoni.

Nel periodo 2021–2024 dovranno essere raggiunti i seguenti obiettivi di attuazione, ritagliati sulle situazioni specifiche vigenti nei singoli Cantoni o gruppi di Cantoni:

Offerta³ e domanda

- Le lacune nell'offerta, soprattutto per quanto riguarda i servizi digitali e l'inclusione digitale, vengono individuate e colmate in modo mirato.
- La domanda di misure formative riguardanti le competenze di base viene promossa (identificazione dei gruppi target, informazione e sensibilizzazione); le misure formative interessano un maggior numero di partecipanti.
- Nell'ambito delle competenze di base si esaminano la collocabilità e l'accesso ai gruppi target ad esempio mediante l'assistenza sociale, i portali sulla qualificazione professionale degli adulti, l'integrazione professionale ecc.

Coordinamento e consulenza

- Le misure formative sono coordinate tra di loro e con altri programmi federali e offerte cantonali (cfr. punto 4.2) e permettono di accedere a una formazione formale (p. es. qualificazione professionale degli adulti) o a una formazione continua.
- I servizi responsabili della sensibilizzazione, dell'informazione, della consulenza e dell'assegnazione di misure formative adeguate sono ben radicati e noti agli interessati, agli intermediari e alla società in generale.
- La ripartizione delle competenze cantonali sono/è chiare/a e la collaborazione tra i servizi coinvolti funziona.

¹ RS 419.1

² RS 419.11

³ A questo proposito va osservato l'articolo 13 cpv. 2 LFCo.

Se appropriato, gli obiettivi possono essere perseguiti congiuntamente da più Cantoni, attraverso cooperazioni e progetti sia bilaterali che nazionali. Le misure e le finanze corrispondenti vanno presentate nei rispettivi programmi cantonali.

Nel periodo 2021–2024 vanno perseguiti i seguenti obiettivi gestionali della SEFRI:

- In vista del periodo 2025–2028, sono state individuate le buone prassi in materia di cooperazioni cantonali, strutture dell'offerta, garanzia della qualità, acquisizione di partecipanti e finanziamento.
- La SEFRI sostiene tutti i Cantoni nel promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti.
- La SEFRI mira a creare quadri di orientamento per la matematica elementare, la lettura, la scrittura e l'espressione orale in una lingua nazionale.
- La SEFRI provvede a coordinare con gli uffici federali interessati le attività svolte da Confederazione e Cantoni nel promuovere le competenze di base degli adulti e intrattiene con essi un dialogo regolare. Chiarisce i punti in cui l'attribuzione delle competenze è multipla e tratta le questioni in appositi comitati.
- Con il suo programma di promozione «competenze di base sul posto di lavoro»⁴, la SEFRI sostiene insieme ai Cantoni le aziende che aiutano i loro collaboratori a rimanere aggiornati nel campo delle competenze di base sul posto di lavoro.

3 Ruoli

La Confederazione si adopera, unitamente ai Cantoni, per consentire agli adulti di acquisire e mantenere le competenze di base (art. 14 LFCo).

3.1 Ruolo della SEFRI

La SEFRI concede aiuti finanziari e stipula a tal fine accordi di programma con i Cantoni (art. 11 OFCo). Nel concedere aiuti finanziari a organizzazioni della formazione continua (art. 12 LFCo), la SEFRI può finanziare prestazioni che incentivano la promozione delle competenze di base degli adulti. Attraverso la ricerca pubblica in materia di formazione continua (art. 11 LFCo) la SEFRI genera nuove conoscenze su come promuovere le competenze di base. Queste nuove conoscenze possono essere utili per l'allestimento dei programmi cantonali.

La SEFRI assicura a livello nazionale la collaborazione interistituzionale nello sviluppo e nell'attuazione di offerte volte ad assicurare l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti (art. 15 cpv. 2 LFCo). Garantisce inoltre il coordinamento con le leggi speciali concernenti la promozione delle competenze di base degli adulti (art. 8 cpv. 1 OFCo).

La SEFRI garantisce il monitoraggio nel settore della formazione continua basandosi sui dati forniti dai Cantoni (art. 19 cpv. 1 LFCo). I risultati del monitoraggio della SEFRI possono fungere da base per l'elaborazione del documento programmatico per il periodo successivo.

La SEFRI intrattiene un dialogo costante sulle buone pratiche con gli ambienti della formazione continua direttamente interessati (art. 19 cpv. 2 LFCo).

La SEFRI informa i Cantoni e gli attori interessati sulle attività svolte da altri organismi.

3.2 Ruoli dei Cantoni

I Cantoni attuano gli obiettivi nazionali predefiniti (cfr. cap. 2), da soli o in collaborazione con altri Cantoni (art. 9 cpv. 1 OFCo). A tal fine possono coinvolgere partner locali (p. es. operatori, oml, altri servizi cantonali, ecc.) e organizzazioni della formazione continua.

⁴ www.sefri.admin.ch/semplicemente-meglio

4 Definizione e delimitazione del concetto «competenze di base»

Per «competenze di base» si intendono le competenze che un adulto deve possedere per orientarsi e svilupparsi sia nel mondo del lavoro che nel suo quotidiano. Le offerte formative in questo campo si rivolgono a persone che per mancanza di competenze di base non possono svolgere formazioni né formazioni continue o che le svolgono con grandi difficoltà, anche se non richiedono particolari conoscenze preliminari. Queste offerte formative sono improntate alla prassi (art. 13 cpv. 2 LFCo).

All'articolo 13 capoverso 1 LFCo le competenze di base sono definite come segue:

Le competenze di base degli adulti sono la premessa per l'apprendimento permanente e comprendono nozioni e capacità fondamentali nei campi seguenti:

- a. *lettura, scrittura ed espressione orale in una lingua nazionale;*
- b. *matematica elementare;*
- c. *utilizzo di tecnologie dell'informazione e della comunicazione.*

4.1 Delimitazione del settore delle competenze di base

Le competenze di base comprendono i seguenti ambiti (art. 13 LFCo):

lettura, scrittura ed espressione orale in una lingua nazionale

L'ambito delle competenze in lettura, scrittura ed espressione orale permette alle persone di gestire autonomamente la propria vita privata e lavorativa. Le persone, anche madrelingua, che non dispongono di queste competenze sono considerate illetterate.

L'espressione orale in una lingua nazionale denota le competenze operative orali di una persona (produzione, recepimento e interazione). In questo caso il gruppo target è costituito da persone di madrelingua straniera che devono imparare una lingua nazionale.

matematica elementare

La capacità di calcolo permette di capire, sfruttare, interpretare e condividere informazioni e concetti aritmetici per affrontare e gestire compiti matematici nei più svariati contesti della vita adulta⁵.

utilizzo di tecnologie dell'informazione e della comunicazione

Per questo ambito fa stato il «Quadro di riferimento per le competenze di base nelle tecnologie dell'informazione e della comunicazione (TIC)»⁶, che definisce le competenze di base TIC.

La capacità d'apprendimento è una premessa per l'acquisizione di qualsiasi competenza. Costituisce pertanto parte integrante di ogni offerta finalizzata all'acquisizione e al mantenimento delle competenze di base degli adulti.

4.2 Coordinamento delle misure cantonali di promozione delle competenze di base

I programmi cantonali per la promozione delle competenze di base degli adulti devono essere coordinati con le misure adottate in virtù di altre leggi speciali e, in particolare, con i programmi cantonali d'integrazione secondo l'articolo 58 capoverso 3 della legge federale del 16 dicembre 2005 sugli stranieri e la loro integrazione (LStrI)⁷ (art. 9 cpv. 3 OFCo). Nell'ambito del processo di domanda i Cantoni danno particolare importanza al coordinamento delle misure cantonali. Provvedono affinché la

⁵ PIAAC Numeracy Expert Group (2009), «PIAAC Numeracy: A Conceptual Framework», OECD Education Working Papers, No. 35, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/220337421165>, pag. 21.

⁶ Il documento è consultabile sul sito della SEFRI (in francese): https://www.sbf.admin.ch/dam/sbf/fr/dokumente/2019/02/orientierungsrahmen-ikt.pdf.download.pdf/20190205_Orientierungsrahmen_IKT_GK_FR.pdf

⁷ RS 142.20

promozione in virtù delle leggi speciali non generi doppi finanziamenti o effetti di sostituzione e i fondi cantonali non siano sostituiti da fondi della Confederazione/federali.

I programmi cantonali che promuovono l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti vanno armonizzati con le misure dei programmi federali elencati qui di seguito e separati da questi ultimi in termini finanziari:

- Programmi cantonali di integrazione;
- Programma pilota «pretirocinio d'integrazione e apprendimento precoce della lingua»;
- Offerte transitorie e offerte di preparazione alla formazione professionale di base.

Con i programmi federali seguenti va osservata la compatibilità dei contenuti:

- Programma nazionale di prevenzione e lotta alla povertà (UFAS);
- Strategia Svizzera digitale (UFCOM).

Se i costi delle misure per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base dei seguenti gruppi target non sono coperti da leggi speciali pertinenti, occorre verificare chi dovrà sostenerli. Alcune offerte possono essere finanziate con aiuti previsti da basi legali diverse. Il coordinamento va garantito tenendo conto degli aspetti seguenti:

- persone ammesse provvisoriamente e rifugiati riconosciuti: per mano della Segreteria di Stato della migrazione (SEM) la Confederazione versa ai Cantoni una somma forfettaria per ogni persona ammessa provvisoriamente, per ogni rifugiato riconosciuto e per ogni persona bisognosa di protezione titolare di un permesso di dimora (art. 15 cpv. 1 OIntS)⁸. «Questa somma dev'essere utilizzata a destinazione vincolata e conformemente ai bisogni, in particolare per promuovere l'integrazione professionale delle persone ammesse provvisoriamente e dei rifugiati e il loro **apprendimento di una lingua nazionale**»⁹ (art. 12 cpv. 1 lett. c OIntS). Questi contributi vengono assegnati ai Cantoni per il finanziamento dei loro programmi di integrazione (art. 58 cpv. 2-3 LStrl e art. 11 OIntS). È quindi importante chiarire gli ambiti di responsabilità a livello cantonale. L'Agenda Integrazione Svizzera può sostenere in particolare le persone con livello linguistico A2 secondo il QCER che intendono svolgere una formazione professionale di base con misure di promozione linguistica nella lingua d'insegnamento locale. Lo scopo è fare in modo che raggiungano il livello B1 al momento di iniziare la formazione. Può anche essere sostenuta l'acquisizione di conoscenze di base scolastiche in altre materie, in particolare in matematica¹⁰;
- persone ammesse provvisoriamente e rifugiati riconosciuti: se nel Paese di origine hanno svolto una formazione professionale e/o che hanno maturato un'esperienza professionale e hanno il potenziale per esercitare un'attività lavorativa nel rispettivo settore, **possono svolgere un pretirocinio d'integrazione orientato alla pratica (PTI)**¹¹;
- persone disoccupate o a imminente rischio di disoccupazione: la legge federale sull'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione e l'indennità per insolvenza (LADI)¹² prevede appositi provvedimenti inerenti al mercato del lavoro **per assicurati e persone minacciate da disoccupazione** (art. 59 cpv. 1 LADI). Rientrano nel campo d'applicazione di questa legge gli assicurati totalmente o parzialmente disoccupati (presupposti del diritto di cui all'art. 8 LADI);

⁸ RS 142.205

⁹ Segreteria di Stato della migrazione SEM, Conferenza dei governi cantonali, documento di base «Promozione specifica dell'integrazione, compito di Confederazione e Cantoni negli anni 2018-2021» del 25 gennaio 2017, pag. 6.

¹⁰ Segreteria di Stato della migrazione SEM, circolare del 4 dicembre 2018, «Presentazione di progetti per l'attuazione dell'Agenda Integrazione Svizzera contestualmente ai PIC 2018-2021», pag. 12.

¹¹ www.sem.admin.ch/sem/it/home/themen/integration/ppnb/integrsvorlehre-sprachfoerd.html

¹² RS 837.0

- persone che svolgono una formazione professionale o che beneficiano di misure in vista di tale formazione: attraverso i contributi forfettari ai Cantoni di cui all'articolo 53 della legge federale sulla formazione professionale (LFPr), la Confederazione (SEFRI) finanzia in particolare il sostegno individuale speciale degli apprendisti che svolgono una formazione professionale di base su due anni nonché misure di preparazione a una formazione professionale di base. Sono coperte da questo contributo particolare anche le soluzioni transitorie (max. un anno; art. 7 OFPr) **per giovani con difficoltà scolastiche**.
- invalidi: uno degli scopi della legge federale sull'assicurazione per l'invalidità (LAI)¹³ è quello di prevenire, ridurre o eliminare l'invalidità mediante provvedimenti d'integrazione adeguati, semplici e appropriati. Tra questi figurano anche **il perfezionamento (art. 16 cpv. 2 lett. c LAI) e i corsi di formazione nell'ambito di un intervento precoce** per integrare l'assicurato in un nuovo posto all'interno della stessa azienda o altrove (art. 7d cpv. 2 lett. b LAI).

L'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base da parte dei beneficiari di aiuti sociali non sono disciplinati da una legge federale. Le offerte corrispondenti finanziate dalla LFCo possono però essere andate a beneficio di tali persone nel rispetto delle leggi e prassi cantonali. Una consulenza di carriera o la copertura dei bisogni essenziali durante la formazione continua vengono finanziati dai servizi competenti.

5 Collaborazione interistituzionale

La Confederazione e i Cantoni assicurano la collaborazione interistituzionale nello sviluppo e nell'attuazione di offerte volte ad assicurare l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti, e ne coordinano la promozione (art. 15 cpv. 2 LFCo). La SEFRI provvede al coordinamento con altri servizi federali interessati (art. 8 cpv. 1 OFCo). I programmi cantonali vengono elaborati da un organismo designato dal Cantone. Questo organismo è anche responsabile del coordinamento intracantonale e fra Cantoni (art. 9 cpv. 2 OFCo).

Sul piano federale, gli uffici che partecipano alla promozione delle competenze di base degli adulti sono la SEFRI, la SEM, la SECO, l'UFAS e l'UFCOM. La collaborazione interistituzionale a livello nazionale serve in particolare a informare gli uffici federali coinvolti sulle attività degli altri servizi federali ((in questo campo)) e a discutere le relative questioni e problematiche. La collaborazione si svolge ad esempio nell'ambito del gruppo direttivo nazionale CII o a livello bilaterale tra la SEFRI e un altro ufficio federale. La SEFRI provvede inoltre al coordinamento con altri servizi federali non rappresentati in tale gruppo nonché con le organizzazioni del mondo del lavoro e gli operatori nazionali del settore.

A livello cantonale vi è una collaborazione tra i direttori della pubblica educazione, i servizi preposti all'integrazione, gli uffici del lavoro, gli uffici AI, i servizi sociali, gli operatori della formazione nonché i rappresentanti delle parti sociali. Vi sono inoltre scambi ed eventualmente una collaborazione con altri Cantoni.

6 Finanziamento

Di regola la Confederazione concede aiuti finanziari secondo accordi di programma. Per motivi di efficienza, tali aiuti possono essere previsti anche in un accordo di prestazione o concessi mediante decisioni formali (art. 11 OFCo). Gli aiuti finanziari intervengono a complemento delle misure previste dalla legislazione speciale (art. 16 cpv. 1 LFCo).

Dato che il primo periodo (2017–2020) è servito a edificare le strutture e a fare il punto della situazione, la SEFRI ha convenuto con i Cantoni degli accordi di prestazioni. Per il periodo 2021–2024 gli aiuti finanziari saranno invece concessi in base ad accordi di programma.

Gli aiuti finanziari della Confederazione vengono assegnati al credito quadro del messaggio ERI 2021–2024 e vanno rinegoziati ogni anno. Poiché tale messaggio viene elaborato parallelamente al presente documento, quest'ultimo si limita a spiegare il meccanismo di distribuzione dei fondi ai Cantoni. Non

¹³ RS 831.20

appena il decreto federale sul limite di spesa 2021–2024 sarà pronto, la SEFRI informerà i Cantoni sui fondi stanziati e sulla loro ripartizione.

6.1 Suddivisione del contributo federale

Il contributo federale viene versato ai Cantoni secondo la seguente chiave di ripartizione:

- per garantire un’offerta di base indipendente dalle dimensioni del Cantone, la Confederazione versa in parti uguali ai Cantoni un contributo fisso equivalente al cinque per cento del suo contributo annuo;
- il rimanente 95 per cento viene ripartito fra i Cantoni in base alla popolazione residente permanente d’età superiore ai 25 anni (secondo i dati dell’Ufficio federale di statistica UST).

Se non tutti i Cantoni dovessero richiedere un contributo federale o se alcuni dovessero rinunciarvi in parte oppure concludere una convenzione di programma soltanto in una fase successiva del periodo 2021–2024, l’importo non attribuito può essere distribuito agli altri Cantoni, sempre che ve ne sia la necessità e che la partecipazione di questi Cantoni secondo l’articolo 13 OFCo sia garantita.

Nei singoli programmi cantonali possono essere previsti finanziamenti per misure intercantionali coordinate dalla Conferenza intercantionale della formazione continua (CIFIC). Si raccomanda di riservare un importo del cinque per cento del contributo federale per questo tipo di misure¹⁴.

6.2 Regola del 50-50

Il contributo che la Confederazione versa a un Cantone deve essere integrato da un contributo cantonale almeno equivalente (art. 13 OFCo). Questo principio vale per l’intero programma cantonale, non per le singole prestazioni.

Costi computabili:

- nel calcolo della quota cantonale (inclusi i Comuni) possono essere computati sia i contributi versati ai partecipanti a misure di formazione sia i costi associati a progetti cantonali (sviluppo di nuove offerte e acquisizione di nuovi partecipanti), sensibilizzazione, informazione, consulenza e assistenza, nonché costi di gestione e di coordinamento;
- i finanziamenti di terzi non vengono presi in considerazione.

6.3 Sostegno ai partecipanti

Per l’intero periodo 2021–2024 la quota principale dell’importo federale doppio¹⁵ viene impiegata per sostenere chi partecipa a misure di formazione (p. es. sotto forma di riduzione del costo per i corsi o finanziamenti delle offerte in base alla domanda¹⁶).

6.4 Trasferimento di fondi sul periodo successivo

Non è ammesso il trasferimento di eventuali residui di credito dal periodo 2017–2020 al programma 2021–2024. Gli importi inutilizzati vanno restituiti. Se gli obiettivi di un accordo di programma 2021–2024 non vengono pienamente raggiunti, il Cantone ha diritto ai contributi federali soltanto in misura proporzionale al conseguimento degli obiettivi. La Confederazione può chiedere il rimborso degli importi

¹⁴ La partecipazione alle misure intercantionali che promuovono l’acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti è a discrezione dei Cantoni. Tali misure si concentrano sugli ambiti menzionati nel messaggio ERI: informazione, sensibilizzazione, digitalizzazione e aumento della partecipazione alle rispettive offerte. Cfr. messaggio sulla promozione dell’educazione, della ricerca e dell’innovazione negli anni 2021–2024, cap. 2.2.

¹⁵ L’importo federale doppio comprende i contributi della Confederazione e quelli dei Cantoni (cfr. regola del 50-50).

¹⁶ Se in un Cantone l’offerta è in fase di allestimento può essere concessa un’eccezione.

che eccedono il diritto effettivo. Il rimborso può essere compensato con i contributi a cui il Cantone avrebbe diritto nel periodo successivo.

7 Programmi cantonali

Gli obiettivi nazionali convenuti vengono attuati mediante programmi di singoli o più Cantoni (art. 9 cpv. 1 OFCo). Per i programmi cantonali vengono stipulati di regola degli accordi di programma (art. 11 cpv. 1 OFCo). Questi comprendono in particolare gli obiettivi, gli aiuti finanziari della Confederazione e gli indicatori per la valutazione del grado di raggiungimento degli obiettivi (art. 10 cpv. 1 OFCo). Nell'ambito dei loro programmi, i Cantoni decidono in merito alla ripartizione degli aiuti finanziari (art. 9 cpv. 4 OFCo).

I Cantoni possono elaborare congiuntamente un programma per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti (art. 9 cpv. 1 OFCo). La SEFRI mette a disposizione il modulo «Domanda per la stipula di un accordo di programma», con il quale i Cantoni possono presentare i loro programmi (cfr. allegato 1 pag. 12).

Al momento di stipulare gli accordi di programma è importante badare affinché gli oneri amministrativi a carico dei Cantoni siano sopportabili e il loro margine di manovra risulti sufficientemente ampio per adeguare e modificare senza troppa burocrazia le misure e gli obiettivi entro il periodo di attuazione di quattro anni.

7.1 Contenuti dei programmi cantonali

I programmi cantonali prevedono i seguenti punti:

I. Contesto e strategia cantonale

L'introduzione contiene le principali osservazioni fatte al momento di elaborare la panoramica cantonale (al 31.12.2018) e l'organizzazione del coordinamento con gli attori cantonali coinvolti. Descrive le particolarità cantonali e le sfide che il Cantone deve affrontare. Vanno elencate qui anche le priorità della strategia cantonale per il periodo 2021–2024.

II. Misure e indicatori

Vengono descritte qui le misure con cui il Cantone intende contribuire al raggiungimento degli obiettivi strategici elencati in nel presente documento programmatico (cap. 2). Per ogni obiettivo nazionale il programma cantonale deve prevedere almeno una misura. Per ogni misura deve esserci un budget e almeno un indicatore che permetta di misurare il grado di raggiungimento dell'obiettivo.

Il programma cantonale per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti costituisce parte integrante dell'accordo di programma stipulato tra il Cantone e la SEFRI.

Le misure, gli indicatori e il budget fissati nel programma possono essere modificati una volta all'anno. In tal caso il Cantone formula una proposta di adeguamento.

Il modulo per l'elaborazione del programma cantonale è riportato all'allegato 2 (pag. 14) e sul sito Internet www.sbf.admin.ch/sbf/de/home/bildung/weiterbildung/grundkompetenzen-erwachsener.html.

7.2 Termine di presentazione per i programmi cantonali e nuovi Cantoni

Agenda

I Cantoni devono presentare i loro programmi cantonali per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti mediante il modulo riportato all'allegato 2 (pag. 14) entro il **15 agosto 2020**.

Se vogliono, i Cantoni possono inoltrare una versione preliminare entro il 31 maggio 2020, che la SEFRI si impegna a commentare affinché possa eventualmente essere modificata.

La SEFRI si pronuncia per iscritto sui programmi cantonali entro il **30 novembre 2020**. Nel suo feedback distingue tra i punti che devono essere rielaborati e quelli che potrebbero esserlo.

I programmi cantonali rielaborati vanno inoltrati alla SEFRI entro il **31 gennaio 2021**.

La firma degli accordi di programma è prevista nel primo trimestre 2021.

Nuovi Cantoni

I Cantoni che non hanno firmato una convenzione sulle prestazioni per il periodo 2017–2020 possono presentare i loro programmi per il periodo 2021–2024.

In casi motivati la SEFRI può adeguare gli obiettivi nazionali fissati nel documento programmatico o stabilire un particolare ordine di priorità affinché un Cantone possa recuperare un eventuale ritardo dovuto alla non partecipazione al programma 2017–2020. Un tale adeguamento viene effettuato caso per caso.

8 Promozione delle competenze di base sul posto di lavoro

Dal 1° gennaio 2018, in virtù della legge sulla formazione professionale (LFPr¹⁷, art. 32 cpv. 2 lett. a in combinato disposto con l'art. 55 cpv. 1 lett. g), la SEFRI dispone di un apposito programma di promozione delle competenze di base sul posto di lavoro («Semplicemente meglio! ... Al lavoro»). Per garantire il coordinamento tra i programmi cantonali intesi a promuovere le competenze di base degli adulti i Cantoni possono scegliere fra tre processi di attuazione.

Processo A

Le domande e i resoconti vengono presentati alla SEFRI. Quest'ultima li esamina e rilascia una decisione ufficiale. Il Cantone che ove ha sede l'azienda richiedente ne riceve una copia per informazione.

Processo B

Le domande e i resoconti vengono presentati alla SEFRI. Quest'ultima li gira per parere al Cantone che ove ha sede l'azienda richiedente. Su questa base la SEFRI rilascia una decisione ufficiale.

Processo C – Portale cantonale

Il Cantone dispone di un portale per la presentazione delle domande e dei resoconti. Il Cantone è l'unico interlocutore dei richiedenti. Verifica se le domande rispettano i criteri del programma federale da un lato e di promozione cantonale dall'altro. Il Cantone emette la decisione ufficiale. Almeno una volta all'anno il Cantone presenta alla SEFRI un elenco delle domande sostenute in base ai criteri federali nonché un resoconto. La SEFRI dispone il rimborso delle sovvenzioni versate dal Cantone.

Le domande che concernono più Cantoni vengono trattate dalla SEFRI secondo il processo A.

Al 1° gennaio di ogni anno i Cantoni hanno la possibilità di cambiare processo. In questo caso ne informano la SEFRI tempestivamente.

9 Resoconto annuale

I Cantoni presentano annualmente alla SEFRI un resoconto sull'impiego degli aiuti finanziari. Il resoconto riferisce segnatamente in merito ai progressi nel raggiungimento degli obiettivi del programma cantonale sulla base degli indicatori convenuti o delle prestazioni fornite (art. 14 OFCo). Per il resoconto annuale la SEFRI mette a disposizione un apposito modulo (cfr. allegato 4: modulo resoconto annuale e <https://www.sbf.admin.ch/sbf/it/home/formazione/formazione-continua/competenze-di-base-degli-adulti.html>)

¹⁷ RS 412.10

Giorni di riferimento per i rapporti annuali:

31 marzo 2022

31 marzo 2023

31 marzo 2024

31 marzo 2025

Nel resoconto annuale vanno indicate le seguenti informazioni quantitative sulle offerte finanziate in virtù del programma cantonale LFCo:

- numero di offerte nei vari ambiti di competenze di base;
- numero di partecipanti;
- numero di ore;
- numero di ore per partecipante;
- età media dei partecipanti;
- quota di donne (in %);
- cifre relative agli indicatori che il Cantone ha definito nel suo programma (cfr. Allegato 4: modulo «Resoconto annuale»).

Indicatori finanziari:

- mezzi finanziari stanziati dal Cantone e dai Comuni;
- mezzi finanziari della Confederazione secondo la LFCo;
- quota di mezzi finanziari investiti per sostenere direttamente i partecipanti a misure formative (cfr. 6.3).

10 Validità

Il presente documento programmatico è valido dal 1° gennaio 2021 al 31 dicembre 2024. A partire dal 1° gennaio 2023 viene elaborato un documento programmatico per il periodo successivo.

11 Firme

Segretariato generale della Conferenza svizzera
dei direttori cantionali della pubblica educazione

Segreteria di Stato per la formazione,
la ricerca e l'innovazione SEFRI

Luogo, data

Luogo, data

Nome

Nome

Firma

Firma

12 Allegato 1: Domanda per la stipula di un accordo di programma

Programma cantonale per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti, periodo 2021–2024

Cantone/i ¹⁸	
Servizio competente	
Indirizzo/casella postale	
NAP, luogo	
Interlocutore Cognome Nome Funzione E-mail Telefono	
Firmatario dell'accordo Cognome Nome Servizio Funzione	
Firmatario dell'accordo (in caso di duplice firma) Cognome Nome Servizio Funzione	

1. Oggetto

Firmando la presente domanda, il Cantone chiede la stipula di un accordo di programma per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti nel periodo 2021–2024.

L'accordo di programma si basa sui principi, sugli obiettivi e sulle prescrizioni del documento programmatico 2021–2024 «Acquisizione e mantenimento delle competenze di base degli adulti (art. 16 LFCo)» del 28 novembre 2019 e dei suoi allegati.

2. Basi giuridiche

Basi giuridiche cantonali del presente accordo di programma¹⁹ (cfr. n. 2 del modello «Accordo di programma»):

--

¹⁸ In caso di cooperazione tra più Cantoni, i richiedenti devono presentare un documento comune.

¹⁹ In caso di cooperazione tra più Cantoni occorre menzionare qui l'accordo di collaborazione. Tale accordo va allegato alla domanda.

3. Termine di presentazione

Il modulo di domanda debitamente firmato e il programma cantonale vanno presentati alla SEFRI **entro il 15 agosto 2020** (data del timbro postale):

Luogo, data:

Nome:

Firma:

La domanda va inviata al seguente indirizzo:

Segreteria di Stato per la formazione,
la ricerca e l'innovazione SEFRI
Formazione continua e promozione di progetti
Priska Widmer
Einsteinstrasse 2
3003 Berna

13 Allegato 2: modulo «Programma cantonale»

Programma cantonale per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti, periodo 2021–2024

Cantone
Data
Versione

I. Contesto cantonale e strategia

Breve descrizione del contesto cantonale

- attività nel periodo 2017–2020;
- osservazioni al momento di elaborare la panoramica;
- attori cantonali coinvolti (operatori dei corsi, finanziatori, partner), incl. pianificazione del coordinamento;
- particolarità cantonali.

La descrizione del contesto cantonale deve permettere di capire perché le misure elencate al punto II sono rilevanti.

Descrizione della strategia per il periodo 2021–2024

- sfide/lacune da colmare;
- priorità per il periodo in questione.

II. Misure e indicatori per il periodo 2021–2024

Il Cantone prevede per ogni obiettivo nazionale (cap. 6 del documento programmatico) almeno una misura.

Nella seguente tabella le misure adottate per contribuire al raggiungimento degli obiettivi definiti nel documento programmatico (cap. 2) vanno descritte con parole chiave o brevi frasi. Alla lettera b vanno invece descritte in dettaglio.

Occorre fornire le seguenti informazioni:

- gruppo target: gruppi di persone a cui la misura è principalmente rivolta (p. es. persone che padroneggiano una lingua nazionale, ma che hanno difficoltà in matematica, lavoratori dai 55 anni in su ...);
- obiettivo/i SMART: **s**pecifici, **m**isurabili, **a**llettanti, **r**ealistici e provvisti di un **t**ermine;
- tappe importanti: descrizione delle tappe che portano al conseguimento dell'obiettivo, p. es. anni di reporting;
- indicatore/i per misurare il raggiungimento dell'obiettivo/degli obiettivi (p. es. a fine anno o alla fine del periodo).

a. Sintesi delle misure

Domanda e offerta

Misura n.	Denominazione	Gruppo target	Obiettivo/i SMART	Fasi principali	Indicatori per la valutazione
Vengono identificate e colmate in modo mirato le lacune nell'offerta, in particolare quelle concernenti l'inclusione digitale.					
Viene promossa la domanda di misure formative nell'ambito delle competenze di base (identificazione di gruppi target, informazione e sensibilizzazione); le misure formative vanno a beneficio di un maggior numero di partecipanti.					
Vengono esaminate la collocabilità e l'accesso ai gruppi target nell'ambito delle competenze di base, p. es. attraverso l'aiuto sociale, i portali sulla qualificazione professionale degli adulti e l'integrazione professionale.					

Coordinamento e consulenza

Misura n.	Denominazione	Gruppo target	Obiettivo/i SMART	Fasi principali	Indicatori per la valutazione
Le misure formative sono armonizzate tra di loro, con gli altri programmi federali e con le offerte cantonali (cfr. 3.2) e permettono di accedere alla formazione formale (p. es. titolo di formazione professionale per adulti) o continua.					
I servizi che devono sensibilizzare, informare e assistere i partecipanti e indirizzarli verso le misure formative più adatte sono ben collaudati e noti agli interessati, agli intermediari e alla società.					
La ripartizione delle competenze cantonali è chiara e la collaborazione tra i servizi coinvolti funziona.					

Misure intercantionali

I contributi a favore delle misure intercantionali coordinate dalla CIFIC possono essere elencate nella tabella sottostante. Analogamente al contributo di base, si consiglia di riservare fondi dell'ordine del cinque per cento del contributo federale per le misure intercantionali. La partecipazione è a discrezione dei Cantoni.

Le misure intercantionali si collocano nei seguenti campi: informazione, sensibilizzazione, digitalizzazione e aumento della partecipazione alle rispettive offerte (cfr. messaggio ERI 2021-2024, cap. 2.2).

Se un Cantone intende partecipare alle misure intercantionali, i campi corrispondenti vanno completati nel migliore dei modi. Poiché al momento di presentare la domanda molti parametri sulle misure intercantionali non sono ancora noti, i campi possono essere compilati in modo sommario o, se del caso, lasciati vuoti.

Misura n.	Denominazione	Gruppo target	Obiettivo/i SMART	Fasi principali	Indicatori per la valutazione
Misure negli ambiti dell'informazione e della sensibilizzazione degli interessati, della società nel suo complesso nonché degli intermediari.					
Misure per raggiungere il gruppo target e aumentare la partecipazione ai corsi sulle competenze di base					
Misure nel campo della digitalizzazione delle competenze di base					

b. Descrizione delle misure

Breve descrizione delle misure elencate alla lettera a: specificare in particolare il gruppo target, i partner coinvolti e le fasi principali del periodo 2021–2024.

c. Budget

Il budget del programma cantonale per promuovere l'acquisizione e il mantenimento delle competenze di base degli adulti nonché la ripartizione dei mezzi finanziari sulle varie misure vanno allegati al presente modulo. Il budget viene allestito con l'aiuto del modulo Allegato 3: «Budget-costi».

Nel corso di un periodo i fondi preventivati possono essere trasferiti da una prestazione a un'altra. La SEFRI deve esserne informata nell'ambito del resoconto annuale.

Il programma cantonale e la «Domanda per la stipula di un accordo di programma» vanno inoltrati alla SEFRI **al più tardi il 15 agosto 2020** (data del timbro postale):

Luogo, data:

Nome:

Firma:

La domanda va inviata al seguente indirizzo:

Segreteria di Stato per la formazione,
la ricerca e l'innovazione SEFRI
Formazione continua e promozione di progetti
Priska Widmer
Einsteinstrasse 2
3003 Berna

14 Allegato 3: modulo «Budget-costi»

Cfr. documento Excel omonimo.

15 Allegato 4: modulo «Resoconto annuale»

Rapporto annuale Acquisizione e mantenimento delle competenze di base degli adulti (art. 16 LFCo)

Per ogni accordo di programma va redatto un rapporto annuale. In I caso di collaborazione tra più Cantoni il rapporto annuale va stilato congiuntamente.

Cantone/i	
Servizio responsabile	
Indirizzo/casella postale	
NAP, luogo	
Interlocutore Cognome Nome Funzione	
Indirizzo e-mail	
Numero di telefono	

Il rapporto annuale va presentato entro il 31 marzo dell'anno successivo a:

Segreteria di Stato per la formazione,
la ricerca e l'innovazione SEFRI
Formazione continua e promozione di progetti
Priska Widmer
Einsteinstrasse 2
3003 Berna

Allegati:

--

Sito del Cantone sul tema delle competenze di base:

--

Resoconto per l'anno	
-----------------------------	--

Questo resoconto riguarda esclusivamente le misure finanziate in virtù della LFCo, quota federale e quota cantonale

1. Attuazione delle misure

Le panoramiche delle misure sono state riprese dal programma cantonale inoltrato.

Per ogni misura occorre:

- descrivere le attività svolte l'anno precedente;
- stimare in che misura è stato possibile raggiungere gli obiettivi;
- valutare gli standard attuativi in base agli indicatori predefiniti;
- se richiesto: riformulare la misura, gli obiettivi o le fasi principali;
- indicare i prossimi passi in vista delle misure per l'anno successivo.

1.1 Offerta e domanda

Misura n.	Denominazione	Gruppo target	Obiettivo/i SMART	Fasi principali
	Vengono identificate e colmate in modo mirato le lacune nell'offerta, in particolare quelle concernenti l'inclusione digitale.			
	Viene promossa la domanda di misure formative nell'ambito delle competenze di base (identificazione di gruppi target, informazioni vanno a beneficio di un maggior numero di partecipanti.			
	Vengono esaminate la collocabilità e l'accesso ai gruppi target nell'ambito delle competenze di base, p. es. attraverso l'aiuto sociale professionale degli adulti e l'integrazione professionale.			

1.2 Coordinamento e consulenza

Misura n.	Denominazione	Gruppo target	Obiettivo/i SMART	Fasi principali	Indicatori per la valutazione
	Le misure formative sono armonizzate tra di loro, con gli altri programmi federali e con le offerte cantonali (cfr. 3.2) e permettono di accedere alla formazione formale (p. es. titolo di formazione professionale per adulti) o continua.				
	I servizi che devono sensibilizzare, informare e assistere i partecipanti e indirizzarli verso le misure formative più adatte sono ben collaudati e noti agli interessati, agli intermediari e alla società.				
	La ripartizione delle competenze cantonali è chiara e la collaborazione tra i servizi coinvolti funziona.				

1.3 Misure intercantonali

Nell'ambito del resoconto annuale inserire nella tabella sottostante le nuove informazioni rilevanti. Compilare i singoli campi per le misure intercantonali effettivamente svolte.

Misura n.	Denominazione	Gruppo target	Obiettivo/i SMART	Fasi principali	Indicatori per la valutazione
	Misure negli ambiti dell'informazione e della sensibilizzazione degli interessati, della società nel suo complesso nonché degli intermediari.				
	Misure per raggiungere il gruppo target e aumentare la partecipazione ai corsi sulle competenze di base				
	Misure nel campo della digitalizzazione delle competenze di base				

2. Informazioni quantitative

Ambito	Numero di offerte ²⁰	Numero di partecipanti	Numero di ore ²¹	Numero di ore per partecipante ²²	Età media dei partecipanti	Quota di donne (% , stima)
Lettura e scrittura						
Acquisizione della lingua						
Matematica elementare						
Utilizzo di TIC						
Offerte miste (fornire breve descrizione sotto)						
Totale / Media						

Osservazioni

--

²⁰ Qualsiasi offerta pedagogica nell'ambito delle competenze di base degli adulti la cui durata può essere misurata, per esempio corsi regolari, corsi una tantum, coaching, servizio di sostegno, ecc.

²¹ N. di ore: durata cumulata delle offerte in ore (60 minuti). Esempio: sosteniamo tre corsi di lettura e scrittura della durata di 10, 15 e 20 ore. Numero di ore = 10 + 15 + 20 = 45

²² (N. di ore del corso 1 x n. di partecipanti al corso 1) + (n. di ore del corso 2 x n. di partecipanti al corso 2) + (n. di ore del corso 3 x n. di partecipanti al corso 3), ecc.

3. Rapporto finanziario

Il rapporto finanziario va allestito con l'aiuto del modulo Excel «Budget-costi».

4. Ulteriori osservazioni e raccomandazioni

4.1 Osservazioni

--

4.2 Raccomandazioni

Avete proposte o domande all'attenzione della SEFRI (collaborazione, attuazione, resoconti, ecc.)?

--

Avete esempi di migliori pratiche o di esperienze negative che vorreste condividere nell'ambito di uno scambio a livello nazionale? Quali?

--

Luogo, data: _____

Nome: _____

Firma: _____

16 Allegato 5: Importo riservato per Cantone²³

16.1 Scenario 2,1% – 30,8 milioni di franchi

Contributo annuo compreso l'importo di base del cinque per cento dei suoi contributi cantonali annuali in parti uguali a tutti i Cantoni. Il contributo di base ammonta a 59 143 franchi (2021: 11 361, 2022: 13 595, 2023: 15 863, 2024: 18 324). Contributi riservati fatta salva l'approvazione da parte del Parlamento del messaggio ERI 2021–2024.

Cantone	Popolazione residente permanente ²⁴	Quota cantonale della popolazione res. permanente	Contributo 2021	Contributo 2022	Contributo 2023	Contributo 2024	Totale 2021-2024
Zurigo	1'151'160	18.0%	1'019'658	1'220'201	1'423'745	1'644'600	5'308'205
Berna	786'728	12.3%	700'453	838'216	978'040	1'129'757	3'646'467
Lucerna	302'954	4.7%	276'717	331'141	386'379	446'315	1'440'553
Uri	27'234	0.4%	35'215	42'141	49'171	56'798	183'325
Svitto	119'809	1.9%	116'301	139'175	162'391	187'581	605'448
Obvaldo	28'298	0.4%	36'147	43'256	50'472	58'301	188'176
Nidvaldo	33'157	0.5%	40'403	48'349	56'414	65'166	210'332
Glarona	30'527	0.5%	38'099	45'593	53'198	61'450	198'340
Zugo	96'470	1.5%	95'859	114'712	133'847	154'610	499'027
Friburgo	228'203	3.6%	211'243	252'790	294'958	340'713	1'099'703
Soletta	207'573	3.2%	193'173	231'166	269'727	311'568	1'005'635
Basilea-Città	154'422	2.4%	146'619	175'455	204'723	236'480	763'277
Basilea-Campagna	218'907	3.4%	203'101	243'046	283'589	327'580	1'057'316
Sciaffusa	62'600	1.0%	66'192	79'210	92'424	106'761	344'587
Appenzello Esterno	40'986	0.6%	47'260	56'555	65'989	76'226	246'031
Appenzello Interno	11'718	0.2%	21'625	25'878	30'194	34'878	112'575
San Gallo	374'398	5.8%	339'295	406'026	473'756	547'246	1'766'324
Grigioni	157'633	2.5%	149'431	178'821	208'650	241'016	777'918
Argovia	507'136	7.9%	455'560	545'158	636'096	734'769	2'371'583
Turgovia	205'692	3.2%	191'526	229'195	267'427	308'911	997'058
Ticino	272'337	4.3%	249'900	299'050	348'934	403'062	1'300'946
Vaud	578'372	9.0%	517'955	619'825	723'219	835'406	2'696'405
Vallese	261'299	4.1%	240'232	287'480	335'435	387'468	1'250'615
Neuchâtel	129'369	2.0%	124'675	149'195	174'083	201'087	649'040
Ginevra	366'938	5.7%	332'761	398'207	464'632	536'707	1'732'308
Giura	53'515	0.8%	58'234	69'688	81'313	93'926	303'161
Totale	6'407'435	100%	5'907'633	7'069'529	8'248'807	9'528'383	30'754'352

²³ Possono verificarsi scostamenti dalle cifre del messaggio FRI a causa di arrotondamenti.

²⁴ Popolazione residente permanente d'età superiore ai 25 anni (fonte: UST 2017).

16.2 Scenario 2,5% – 42.8 milioni di franchi

Contributo annuo compreso l'importo di base del cinque per cento dei suoi contributi cantonali annuali in parti uguali a tutti i Cantoni. Il contributo di base ammonta a 82 342 franchi (2021: 13 686, 2022: 18 235, 2023: 22 821, 2024: 27 600). Contributi riservati fatta salva l'approvazione da parte del Parlamento del messaggio ERI 2021–2024.

Cantone	Popolazione residente permanente ²⁵	Quota cantonale della popolazione res. permanente	Contributo 2021	Contributo 2022	Contributo 2023	Contributo 2024	Totale 2021-2024
Zurigo	1'151'160	18.0%	1'228'305	1'636'606	2'048'257	2'477'151	7'390'319
Berna	786'728	12.3%	843'783	1'124'265	1'407'048	1'701'677	5'076'773
Lucerna	302'954	4.7%	333'340	444'146	555'861	672'255	2'005'602
Uri	27'234	0.4%	42'421	56'522	70'739	85'551	255'233
Svitto	119'809	1.9%	140'099	186'670	233'622	282'541	842'932
Obvaldo	28'298	0.4%	43'544	58'018	72'611	87'815	261'987
Nidvaldo	33'157	0.5%	48'670	64'849	81'160	98'155	292'834
Glarona	30'527	0.5%	45'895	61'151	76'533	92'558	276'138
Zugo	96'470	1.5%	115'474	153'858	192'558	232'878	694'768
Friburgo	228'203	3.6%	254'469	339'056	424'338	513'193	1'531'056
Soletta	207'573	3.2%	232'701	310'054	388'040	469'294	1'400'089
Basilea-Città	154'422	2.4%	176'620	235'331	294'523	356'194	1'062'668
Basilea-Campagna	218'907	3.4%	244'660	325'988	407'982	493'412	1'472'042
Sciaffusa	62'600	1.0%	79'736	106'242	132'964	160'806	479'749
Appenzello Esterno	40'986	0.6%	56'931	75'855	94'935	114'814	342'535
Appenzello Interno	11'718	0.2%	26'050	34'709	43'439	52'535	156'732
San Gallo	374'398	5.8%	408'723	544'586	681'565	824'281	2'459'154
Grigioni	157'633	2.5%	180'008	239'845	300'172	363'027	1'083'052
Argovia	507'136	7.9%	548'778	731'197	915'114	1'106'734	3'301'823
Turgovia	205'692	3.2%	230'717	307'409	384'731	465'292	1'388'148
Ticino	272'337	4.3%	301'036	401'103	501'991	607'105	1'811'235
Vaud	578'372	9.0%	623'941	831'345	1'040'452	1'258'317	3'754'055
Vallese	261'299	4.1%	289'389	385'585	482'570	583'618	1'741'161
Neuchâtel	129'369	2.0%	150'186	200'110	250'443	302'884	903'622
Ginevra	366'938	5.7%	400'852	534'099	668'439	808'407	2'411'796
Giura	53'515	0.8%	70'151	93'469	116'980	141'474	422'074
Totale	6'407'435	100%	7'116'478	9'482'066	11'867'066	14'351'967	42'817'577

²⁵ Popolazione residente permanente d'età superiore ai 25 anni (fonte: UST 2017).